

DU WATERGATE AU NOUVEL ORDRE MONDIAL. NAISSANCE DE L'INFORMATION UNIVERSELLE

PAR

Gérard SOULIER

Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne

La Guerre du Golfe a révélé le rôle capital des moyens de communication dans la définition du nouvel ordre mondial. *“Les armes de communication, écrit Paul Virilio, l'emportent ainsi, pour la première fois dans l'histoire des batailles, sur la suprématie coutumière des armes de destruction”*, et il cite Collin Powel, chef d'état-major de l'armée américaine : *“Pour commander, il faut contrôler. Et pour contrôler, il faut être capable de communiquer. Sans le renseignement, tout est voué à l'échec”*¹.

Ainsi le nouvel ordre mondial est d'abord de la communication, notion vaste qui recouvre notamment ce que l'on entend ordinairement sous le nom d'information. Le nouvel ordre apparaît comme un ordre d'uniformisation de l'information mondiale largement conditionné par l'unification des sources d'information. Cet ordre ne s'est pas improvisé sur le champ ; il ne s'explique pas seulement par un aboutissement purement et simplement technologique. On voudrait ici donner, non pas une théorie globale de ce système ni des analyses de son fonctionnement ; on voudrait simplement relier différents documents et événements qui paraissent fournir les éléments d'une histoire de l'information dans le monde contemporain, et proposer ainsi des éléments de réflexion, non une réflexion aboutie.

1. Virilio (P.), *L'écran du désert*, Paris, Galilée, 1991, p. 169.

L'affaire du *Watergate* semble être au point de départ d'une nouvelle époque dans l'histoire de l'information. Les faits constitutifs du scandale datent de juin 1972 (un cambriolage au siège du parti démocrate à l'instigation du parti républicain). Une enquête de deux journalistes opiniâtres du *Washington Post* a permis de démasquer l'entourage du président Nixon, puis le président lui-même. Celui-ci, réélu triomphalement en novembre de la même année face à Mac Govern, commence par démentir les accusations portées contre lui, puis est contraint de reconnaître ses turpitudes et démissionne en août 1974. Tout est bien qui finit bien. La démocratie américaine fonctionne à merveille ; le président est aussitôt remplacé par Gerald Rudolph Jr Ford et toutes les poitrines journalistiques de l'Occident se gonflent d'orgueil devant cette démonstration de rigueur, de moralité et de puissance d'une presse libre.

I. - DU WATERGATE A LA TRILATERALE

Cet émerveillement n'a pas été partagé par les théoriciens de la Commission trilatérale. Il faut rappeler que cette commission est née la même année 1972, lorsqu'a commencé la crise de notre temps, avec le quadruplement du prix du pétrole et la crise monétaire internationale due à l'abandon du système de Bretton Woods, les Etats-Unis étant à la source de ces deux événements. C'est qu'en effet le *leadership* mondial des Etats-Unis commence à être sérieusement ébranlé à cette époque, sur le plan industriel et commercial, par les performances du Japon et de l'Allemagne. L'idée de la Commission trilatérale a été lancée par David Rockefeller en juin 1972 ; il fut bientôt rejoint par Zbigniew Brezinski. La Commission fut officiellement créée à Tokyo le 1er juillet 1973. Elle réunit 250 à 350 personnalités cooptées dans le monde trilatéral (Amérique du Nord, Japon, Europe occidentale). La plupart des dirigeants des pays occidentaux y ont participé (hors les périodes où ils occupent effectivement un poste gouvernemental) ainsi que nombre de très hauts fonctionnaires et quelques universitaires. La Commission tient régulièrement des sessions dans lesquelles elle discute de rapports présentés par trois personnes issues de chacune des trois régions².

Le but de la Commission ne s'arrête pas à l'analyse de la situation mondiale. Dans une brochure de 1977, *Présentation de la Trilatérale par la Trilatérale*, elle se définit elle-même comme "*une organisation orientée vers la prise de décision*" (*policy oriented*). Dans le même texte, quelques phrases précisent la perspective : "*les contradictions du système international devraient être abordées dans un système aussi global que trilatéral. La rénovation du système international est de ce fait une tâche aux dimensions aussi bien globales que trilatérales*" ; "*les démocraties industrielles demeurent une communauté qui a son identité propre et sont un enjeu vital*". Le document indique ensuite que le système conçu à la fin de la seconde guerre mondiale est dépassé : "*Une*

2. Pour une présentation plus détaillée de la Commission et de ses orientations, cf. Soulier (G.), "La Trilatérale, l'Europe et la France du VIII^{ème} Plan", in *Sur l'Europe des années 80* (dir. G. Soulier), Paris, P.U.F., 1980, pp. 13-56.

puissance avait une influence et une force prépondérante tandis que les autres lui étaient étroitement associées". Suit l'idée de "promouvoir un ordre international plus équitable" ; dans cette perspective, "en créant des habitudes et des pratiques de travail en commun entre les régions trilatérales, la Commission devrait aider à la naissance du contexte propice au développement de ces efforts". Il s'agit en somme de substituer un *partnership* trilatéral au *leadership* américain et de concevoir un nouvel ordre mondial à partir de cette donnée.

Tout ne s'est pas passé comme prévu, il s'en faut. Après Carter (ancien membre de la Trilatérale), Reagan son vainqueur s'est efforcé de réaffirmer le *leadership* américain. Surtout, l'effondrement du système soviétique n'avait pas été imaginé. Mais tout cela n'empêche pas que les perspectives tracées par la Commission concernant la "gestion" des systèmes démocratiques à partir d'un contrôle de l'information et des sources d'information soient largement entrées dans les faits.

Le rapport le plus célèbre de la Trilatérale est le rapport n° 8, présenté à Kyoto en mai 1975, *The Crisis of democracy*. C'est dans ce rapport que Samuel P. Huntington énonce cette idée : "Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique. Il y a aussi des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique" (rapport, p. 115)³. On trouve ici une expression de l'idée de la "crise de gouvernabilité" que connaîtraient les démocraties, idée très répandue dans la sociologie politique américaine et donc, bien répercutée par une sociologie politique européenne de plus en plus provincialiste à l'égard des sources américaines. Il suffit de suivre le raisonnement de Huntington pour trouver le lien avec l'affaire du Watergate. Quelques citations feront l'affaire :

"Plus un système est démocratique, et plus il est exposé à des menaces intrinsèques (...). Au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique et des autres formes d'autorité et une surcharge d'exigences adressées au gouvernement, exigences qui excèdent sa capacité de les satisfaire".

Ce texte appelle deux brèves remarques : on reconnaît le mécanisme de pensée des théoriciens du systémisme ; on doit rappeler d'autre part le contexte historique : *new left*, développement de différentes formes de marginalité, surtout, la guerre du Vietnam qui a entraîné une rupture dans le consensus nationaliste traditionnel aux Etats-Unis.

3. Samuel P. Huntington, professeur à Harvard, théoricien du systémisme, fut l'inspirateur de la stratégie de "l'urbanisation forcée" pendant la guerre du Vietnam.

Le rapport continue ainsi :

“Le fonctionnement effectif du système politique démocratique requiert habituellement une certaine mesure d’apathie et de non-participation de quelques individus et groupes. Dans le passé, chaque société démocratique a une population marginale, numériquement plus ou moins importante, qui n’a pas activement participé à la vie politique. En elle-même, cette marginalisation de certains groupes est anti-démocratique par nature, mais elle a été aussi l’un des facteurs qui ont permis à la démocratie de fonctionner effectivement. Des groupes sociaux marginaux, les Noirs par exemple, participent maintenant pleinement au système politique. Et le danger demeure de surcharger le système politique d’exigences qui étendent ses fonctions et sapent son autorité”.

Il précise que la “vulnérabilité” du système ne provient donc pas seulement de “menaces extérieures, bien que celles-ci soient réelles, ni d’une subversion interne de droite ou de gauche, bien que ces deux risques puissent exister, mais plutôt de la dynamique interne de la démocratie elle-même dans une société hautement scolarisée, mobilisée et participante”.

Le rapport en vient à préciser l’aspect le plus préoccupant de cette crise de vulnérabilité : “L’autorité fondée sur la hiérarchie, la compétence et la fortune (...) a été soumise à une rude attaque”. Ce délabrement moral atteint même les couches dirigeantes : “les leaders politiques ont eux aussi des doutes sur la légitimité de leur pouvoir...”, ils se posent “des questions sur la légitimité de la hiérarchie, de la coercition, du secret, de la tromperie, tous procédés qui, dans quelque mesure, sont les inévitables attributs du gouvernement”. Ce constat réaliste conduit l’auteur à dénoncer les fauteurs du trouble : “Un défi important est lancé par les intellectuels et par les groupes proches d’eux, qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme, de l’inefficacité de la démocratie dans le même temps que la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole”. Qui sont ces intellectuels ? Les enseignants, spécialement les universitaires, on l’imagine ; mais le rapport ajoute, quitte à surprendre, les journalistes. La presse, déclare Huntington, est “une source importante de désintégration des vieilles formes de contrôle social” ; il vise en particulier la télévision compte tenu d’une audience extensive : “les preuves ne manquent pas qui suggèrent que le journalisme télévisé a contribué à saper l’autorité gouvernementale (...). Par le choix des thèmes... les journalistes ont tendu à provoquer des attitudes défavorables à l’égard des institutions et un déclin de la confiance accordé aux gouvernements”.

Le choix des thèmes avant toute autre chose ; non point tant, dans certains cas, la manière dont on parle d’un événement mais le fait même que l’on parle et, le cas échéant, qu’on montre. Les images de la guerre du Vietnam diffusées par la télévision ont en effet alimenté la contestation politique et créé un clivage au sein de la nation tel que le thème dominant de l’élection présiden-

tielle de 1972 (Nixon v. Mac Govern) ne portait pas sur la manière de conduire cette guerre, mais sur sa légitimité. C'est un fait inédit, depuis la fin de la guerre de Sécession, que la totalité du peuple américain ne se retrouve pas derrière son président. L'affaire du *Watergate* a révélé de surcroît que le président n'hésitait pas à employer des manières de gangster dans la compétition politique locale, ce qui n'a fait qu'accentuer le discrédit des leaders politiques au point que le président a pu être renversé par d'autres forces que celles prévues par le système.

La volonté de défendre le système a inspiré tout à la fois une réflexion très réaliste et la recherche d'une stratégie permettant de neutraliser, de contrôler l'information sachant par ailleurs qu'il était évidemment impossible d'en perdre institutionnellement et ostensiblement la direction.

II. - DE LA TRILATERALE A L'O.C.D.E.

La doctrine de la Trilatérale a été largement reçue par les institutions officielles pratiquement peuplées, il est vrai, des mêmes hommes. En 1979, l'O.C.D.E. publiait un important rapport dont l'idée avait été lancée en mai 1975 à Tokyo, et selon les apparences, par le gouvernement japonais. L'équipe permanente chargée d'élaborer ce rapport, tout à fait trilatérale dans sa composition, était placée sous la direction de Jacques Lesourne⁴.

Ce solide rapport de 500 pages est doté de deux titres (*Interfuturs - Face aux Futurs*) et d'un sous-titre qui fait impression : *Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*⁵. On peut, selon son tempérament, sourire de l'enflure des formules, souligner le conservatisme autoritaire qu'elles recouvrent (maîtriser, gérer), s'effrayer de ce désir délirant de puissance (gérer l'imprévisible)⁶. Le rapport propose une vaste réflexion sur l'état du monde en privilégiant les aspects économiques mais en tenant compte du social et du politique et il insiste fortement sur "*la montée de l'interdépendance mondiale*". Il propose cinq scénarios sur les avenir possibles du monde, sans dissimuler qu'aucun n'a de chance de fonctionner convenablement. La conclusion de l'ouvrage souligne quelques questions névralgiques et formule quelques recommandations qui portent principalement sur l'information.

4. M. Lesourne, devenu depuis directeur du journal *Le Monde*, coordonnait par ailleurs un groupe de travail, au sein du Commissariat général au plan français auteur d'un rapport préparatoire, *Demain la France dans le Monde*, La Documentation française, 1980. Il y a donc une cohérence intellectuelle et méthodologique très grande entre ces différents niveaux de réflexion. Un passage de ce document, digne d'une anthologie de la littérature technocratique, est proprement irrésistible : "*selon que le déficit des pays du Tiers Monde se creuse fortement ou modérément, la compétitivité relative de l'agriculture européenne s'améliorera ou se détériorera (ou stagnera)*", p. 31.

5. Diffusé directement par l'O.C.D.E., il était également disponible en anglais sous le titre : *Facing the futures, Mestering the Probable and Managing the Unpredictable*.

6. L'inventeur de la formule "gérer l'imprévisible" est le président Giscard d'Estaing (conférence de presse du 24 octobre 1974).

Dans le chapitre relatif à l'interdépendance, *Interfuturs* avait déjà évoqué la nécessité d'"améliorer l'information des citoyens et de tenter de créer le minimum de consensus politique nécessaire à toute action gouvernementale" (p. 427). Soulignant "le danger de l'ignorance des faits économiques par la majorité des citoyens des pays développés", il insiste vivement sur la nécessité "d'entreprendre de larges actions d'information sur les défis de l'avenir" ou encore sur "l'utilité d'une information très large du public sur l'évolution du monde" (p. 448), aussi préconise-t-il de "mettre en œuvre, dans les pays de l'O.C.D.E., un programme de télévision de grande ampleur consacré aux problèmes économiques mondiaux (...). Le fait qu'un même programme soit proposé aux téléspectateurs d'un grand nombre de pays pourrait produire un choc salutaire dans les opinions publiques" (p. 442). Le rapport conclut : "Les milieux scientifiques, le système éducatif et les mass-media doivent contribuer à cette tâche prioritaire".

Cette volonté d'assurer des programmes semblables dans les divers pays tend à se réaliser. Il y a peu de temps encore, on pouvait souligner que le phénomène de "l'occidentalisation du monde" se manifestait notamment par le fait que "l'information est devenue le quasi-monopole de quatre grandes agences" : deux américaines, une anglaise, une française, et qu'en particulier 65% des "informations" viennent des Etats-Unis⁷. Cette situation paraît maintenant dépassée. L'unification du monde amène l'unification des informations, les télévisions "nationales" étant réduites au rôle d'agences locales : la guerre du Golfe l'a montré. Mais il faut revenir sur quelques faits antérieurs qui ont permis sans doute de mettre au point cette programmation mondiale.

III. - DU BOMBARDEMENT DE TRIPOLI A LA GUERRE DU GOLFE

On peut se limiter au rappel de quelques affaires internationales que chacun connaît dans les grandes lignes et dans lesquelles la manière selon laquelle "l'information" a été produite a été décisive. Il s'agit d'événements qui se sont passés dans les années 80.

En décembre 1985 deux attentats particulièrement répugnants et meurtriers sont perpétrés dans les aéroports de Rome et d'Athènes. Le bruit court sur les télévisions du monde, insistant : "C'est Kadhafi". Le bruit enfle. Reagan menace. Pendant des semaines, il n'est pas de circonstance où il ne prenne la parole pour dire qu'il ne resterait pas sans réaction⁸. Celle-ci est venue en avril 1986 sous la forme d'un bombardement aérien de Tripoli et Benghazi faisant de nombreuses victimes civiles. Aucune protestation notable contre ces représailles illicites et sanglantes. Peu de temps après, plusieurs membres de l'administration de Reagan démissionnent, certains faisant savoir que l'instigateur des attentats n'était nullement Kadhafi. Il s'agissait bel et

7. Latouche (S.), *L'occidentalisation du monde*, La Découverte, 1989, p. 27.

8. Cf. *Le Monde diplomatique*, février 1985, p. 21.

bien d'une gigantesque imposture, retransmise par toutes les télévisions, sinon du monde, du moins de l'Occident, et gobée par des centaines de millions de téléspectateurs. On n'est jamais revenu sur cette affaire dans les médias. Le "choix des thèmes" est décidément important. La manière de les présenter devient cependant primordiale lorsque le fait ne peut être dissimulé.

L'exemple le plus remarquable est celui de l'*Irangate*. L'histoire pourrait sembler proprement incroyable. Faute de pouvoir intervenir directement au Nicaragua, le gouvernement américain s'était résolu à financer des contrats, autrement dit des mercenaires, par les bénéfices de ventes d'armes à l'Iran avec Israël en intermédiaire. L'affaire a été divulguée, les projecteurs ont alors été braqués sur le général North, qui réussit à retourner l'opinion américaine en sa faveur en justifiant les opérations militaires contre le régime sandiniste au nom des intérêts de l'Amérique. On en fit une star. La transformation de l'*Irangate* en affaire intérieure américaine permettait de laisser dans l'ombre tout ce que ce trafic américano-israélo-iranien pouvait avoir d'abject.

En décembre 1989, pendant que se déroulent les événements dramatiques de Roumanie (avec en particulier l'imposture macabre du charnier de Timisoara), les Etats-Unis interviennent au Panama pour s'emparer du général Noriega, lequel a longtemps été tout puissant dans ce pays avec l'appui américain. Noriega s'étant réfugié à l'ambassade du Vatican, l'opération s'avère plus longue que prévue. Elle aurait fait de trois à cinq mille morts. Cette information a été donnée assez furtivement dans la presse écrite. Pendant tout le temps qu'a duré l'opération, il n'y a pas eu d'autres images diffusées que de rares scènes de rues et les portes de l'ambassade du Vatican. Le moral du peuple américain était ainsi préservé.

De la Guerre du Golfe proprement dite, on rappellera seulement la dépendance totale de tous les journalistes du monde à l'égard des sources américaines "publiques" (l'état-major ou le Pentagone) ou "privées" (CNN). Les télévisions françaises ont creusé leur déficit par le financement d'inutiles équipes de reporters sur le terrain. On se rappellera le ridicule de ces journalistes de télévision perchés sur une table, au sommet de leur hôtel de Ryad (afin que la ville apparaisse en arrière-plan), débitant ou paraphrasant des "informations" reçues des Etats-Unis directement ou via (et donc après) Paris. On rappellera l'énorme machine de propagande, les assertions les plus grossières inlassablement répétées ("l'armée irakienne, quatrième armée du monde" ; on connaît les deux premières mais, parmi plusieurs candidats, qui mettre à la troisième place ?), la représentation de l'Arabe comme un fanatique religieux (les journées de prière ou d'action de grâce prescrites par Bush n'étant évidemment pas justiciables des mêmes appréciations), la remotivation du thème de l'Occident contre l'Orient, lequel retrouve ainsi sa fonction d'ennemi primordial après quelques décades pendant lesquelles le monde communiste avait occupé cette position.

IV. - DEPUIS LA GUERRE DU GOLFE

Bien entendu, le système mis en place continue de fonctionner méthodiquement depuis que les combats ont pris fin. En octobre 1991, le porte-parole du Pentagone indique aux journalistes que des milliers de soldats irakiens auraient été enterrés vivants par les blindés américains lors de l'assaut terrestre. Quelles sont les raisons de cet aveu spontané ? On peut avancer l'hypothèse qu'il a été dicté par la volonté de prendre de court toute enquête journalistique pour ne pas s'enfermer dans des silences, puis des démentis, et finir par reconnaître les faits comme dans l'affaire du *Watergate*. Le fait de la durée devient capital. Elle donne consistance aux événements. N'importe quel fait, évoqué un jour mais non repris, disparaît des mémoires. Qu'est-ce qu'une affaire importante ? Une affaire dont on parle longtemps. Deux petites filles allant à leur lycée de Creil avec un foulard sur la tête, voilà une affaire importante puisque l'on en parle pendant plus de quinze jours. On songe à cette phrase de Goebbels, grand maître en matière de propagande, qu'aucun publicitaire ne pourrait renier : *"Nous ne parlons pas pour dire quelque chose mais pour obtenir un certain effet"*. Beaucoup se souviennent du tapage sur la violation des Conventions de Genève par les Irakiens lorsqu'ils ont exhibé trois ou quatre pilotes à la télévision. La violation des Conventions de Genève reste ainsi exclusivement associée à l'Irak. Ces conventions n'autorisent pas d'enterrer vivants des fantômes de combattants. Mais qui le sait ? Qui l'a dit ? Qui même se souvient de l'information ? Celle-ci, en effet, a bien été donnée, mais une fois, sans commentaire, sans qu'on y revienne. Le fait est ainsi évacué de toute conscience.

Dernier fait important de l'information mondiale, la divulgation, il y a quelques semaines, d'une conversation téléphonique entre Yasser Arafat et Ibrahim Souss. Dans cette conversation, quelques propos malsonnants à l'égard de la France et des Juifs. Contexte de l'affaire : les négociations de Madrid et, plus immédiatement, l'affaire Habache et le comportement pitoyable du gouvernement français. La conversation est diffusée plusieurs fois par CNN. On discute de l'authenticité du document. Il est vrai que n'importe quel technicien du son doit pouvoir fabriquer un document de ce genre. On entend dire qu'il aurait été fourni par le Mossad. L'important n'est pas que le document soit vrai ou faux. On pourrait également se demander ce que pourrait être une conversation entre Shamir et Sharon à propos des Arabes en général et des Palestiniens en particulier. Mais là n'est pas le plus important. La discussion - superficielle - sur l'authenticité du document a permis de laisser de côté le formidable précédent que constitue la divulgation d'une conversation privée (vraie ou fautive devient secondaire). S'il s'agit d'un test, l'opération est pleinement réussie : on peut dire n'importe quoi, faire n'importe quelle manipulation à la télévision, "ça passe".

Il n'y a pas à conclure sur ces bribes d'histoire, juste à noter que cette formidable machine à faire croire constituée par l'ensemble des mass-media ne concerne pas seulement ce que l'on appelle "l'information" mais aussi ce que l'on désigne sous le nom de culture : "*la communication et la culture deviennent les matrices industrielles de l'ordre social*"⁹.

9. Cf. Mattelart (A.), Delcourt (X.), Mattelart (M.), *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte, 1984, p. 203.